

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(03)/ST/89
12 septembre 2003

(03-4890)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Cinquième session
Cancún, 10 - 14 septembre 2003

Original: anglais

SRI LANKA

Déclaration distribuée par S. E. M. Sandresh Ravindra Karunanayake Ministre du commerce et de la consommation

Pour commencer, je voudrais exprimer mes vifs remerciements au gouvernement mexicain pour l'excellente organisation de cette cinquième Conférence ministérielle de l'OMC à Cancún et pour les dispositions prises afin de rendre notre séjour confortable et agréable.

J'ai le plaisir de transmettre les vœux du Premier Ministre, du gouvernement et du peuple de Sri Lanka, qui attendent beaucoup de cette Conférence et ont l'espoir qu'elle sera un succès.

Aujourd'hui, à Sri Lanka, nous nous employons sans réserve à mettre un terme à 20 années d'un conflit civil qui a paralysé la croissance économique et laissé trop de nos habitants dans la pauvreté. Quel est le rapport avec nos travaux à Cancún? C'est qu'à Sri Lanka nous voyons tous les jours des exemples des liens inextricables entre la paix et le dynamisme de l'économie et pour cette raison nous sommes résolus, plus que jamais, à mener à bien des réformes économiques fondamentales. La réforme du commerce est au centre de ces efforts. Sri Lanka est un pays pauvre assez petit et, si notre population ne peut pas obtenir un accès effectif aux marchés mondiaux, nos efforts pour améliorer la prospérité de l'économie ne pourront pas aboutir et il nous sera difficile d'assurer une paix durable. Le succès de nos travaux ici est absolument vital. Nous ne pouvons pas nous permettre de quitter Cancún sur un échec.

Nous sommes réunis à Cancún pour faire le bilan des négociations, tracer les orientations politiques nécessaires et prendre les décisions qui s'imposent à propos du Programme de Doha pour le développement (PDD). Nous avons lancé le Cycle de négociations commerciales de Doha avec la conviction que son succès apporterait des avantages à tous les Membres de l'OMC grâce à l'amélioration des possibilités de marché. Nous avons la conviction aussi que le PDD illustrerait avec force la détermination de la communauté internationale de s'attaquer à la pauvreté pour faire en sorte que les effets positifs de la mondialisation soient plus largement répartis, et nous avons placé les besoins et les intérêts des pays en développement au cœur de notre programme de travail.

En 2002, la croissance annuelle du commerce mondial a atteint 2 pour cent à peine, contre une moyenne de 7 pour cent dans les années 90. Les décisions que nous prendrons à Cancún pour atteindre l'objectif ambitieux consistant à améliorer l'accès aux marchés et à consolider le système commercial fondé sur des règles ne manqueront pas de stimuler l'économie mondiale. On peut mentionner à ce sujet que, selon les estimations de la Banque mondiale, l'élimination de tous les obstacles au commerce des marchandises, envisagée dans le Cycle de Doha, entraînerait un accroissement de 250 à 620 milliards de dollars EU du revenu mondial, dont la moitié en faveur des pays en développement. Ce progrès permettrait d'arracher à la pauvreté 300 millions de personnes d'ici à l'année 2015. Cependant, pour que ces avantages se concrétisent, il faudra que les gains réalisés se répercutent sur tous les pays en développement, y compris les petites économies comme celle de Sri Lanka. C'est pourquoi nous ne pouvons pas nous permettre d'échouer dans nos travaux.

Du point de vue de Sri Lanka, l'ambitieux programme formulé dans le PDD garantira aux pays en développement une plus grande part de la croissance du commerce mondial, en rapport avec les besoins de leur développement économique. Pour atteindre cet objectif ambitieux, nous avons pris à Doha l'engagement:

- a) de réduire les obstacles au commerce des produits agricoles et d'améliorer sensiblement l'accès aux marchés;
- b) d'assurer un meilleur accès aux marchés pour les produits non agricoles;
- c) de libéraliser le secteur des services;
- d) de mettre en place un ensemble de règles équilibré;
- e) de rendre le traitement spécial et différencié plus efficace et plus précis et de traiter les questions de mise en œuvre;
- f) de trouver rapidement une solution au problème de la mise en œuvre, dans le domaine des ADPIC et de la santé publique, pour les Membres de l'OMC qui n'ont pas une capacité de production suffisante dans le secteur pharmaceutique.

Nous sommes vraiment satisfaits qu'après un processus de consultation long et compliqué, qui a duré près de deux ans, nous ayons pu trouver une solution en ce qui concerne la décision de Doha relative aux ADPIC et à la santé publique. Cette décision historique a déjà montré de façon très claire à la communauté mondiale que le système commercial mondial est capable de trouver des solutions à des questions humanitaires hautement sensibles comme celle-là. La décision établit un système assurant à des millions de personnes dans des pays en développement l'accès à la médecine à des conditions abordables.

Au cours de cet examen à mi-parcours que nous menons à Cancún, nous devons prendre des décisions et tracer des orientations politiques permettant d'atteindre ces objectifs. Comme le Directeur général du FMI l'a dit récemment dans une réunion de l'OMC, la Conférence ministérielle de Cancún doit être l'occasion de traduire les paroles en actes.

J'ai écouté beaucoup de mes collègues ces derniers jours et je sais qu'ils partagent la ferme volonté de réussir dans nos travaux. De toute évidence, il faudra beaucoup d'ingéniosité et un grand courage pour concilier les positions nombreuses et différentes qui ont été exprimées ici. Mais je crois qu'il est évident aussi que si l'on veut que le PDD devienne un cycle véritablement axé sur le développement, nous devons tous nous employer à réaliser des progrès ambitieux et de grande envergure dans tous les domaines clés: agriculture, articles manufacturés et services. Libéraliser le commerce de quelques produits seulement ou dans un seul domaine ne suffira pas. Oui vraiment, pour réaliser des progrès ambitieux et de grande envergure, nous devons tous avancer à grands pas, peut-être plus que beaucoup d'entre nous ne pourraient le souhaiter. Mais nous ne pouvons pas nous permettre d'échouer dans nos travaux à Cancún.

Agriculture

Les négociations sur l'agriculture et l'accès aux marchés qui en résultera constituent la question la plus importante pour le développement dans le cadre du PDD. C'est la clé du succès du Cycle de Doha. D'après la Banque mondiale, 73 pour cent des pauvres dans le monde habitent dans les zones rurales et vivent de l'agriculture. Pour être véritablement axées sur le développement, les négociations devront avoir comme points cardinaux une amélioration généralisée des conditions

d'accès aux marchés pour les produits agricoles et une réduction sensible des mesures qui faussent les échanges commerciaux.

Sri Lanka est un pays importateur net de produits alimentaires, mais nous sommes aussi fortement tributaires de nos exportations agricoles de thé, de caoutchouc et d'autres produits de base. Nous avons de nombreux paysans pratiquant l'agriculture de subsistance qui luttent pour s'arracher à la pauvreté. Leur avenir économique dépend de ce que nous obtiendrons ici. Sri Lanka est ferme dans sa volonté de libéralisation de l'agriculture mais le défi redoutable auquel nous devons faire face est de trouver pour ce faire un moyen qui tienne compte des intérêts de toute notre population, particulièrement des plus pauvres. À ce sujet, nous estimons que le texte ministériel est une base sur laquelle nous appuyer pour faire avancer les négociations.

Comme beaucoup de pays en développement, nous demanderons une flexibilité qui nous permette de désigner des produits spéciaux, et la création d'un mécanisme de sauvegarde spéciale en faveur des pays en développement. Ces éléments sont importants pour des pays, comme Sri Lanka, dont les droits de douane consolidés sont faibles.

Accès aux marchés pour les produits non agricoles

Les négociations sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles sont un élément déterminant pour améliorer les possibilités d'accès aux marchés et réaliser l'ambition du mandat de Doha. On s'accorde généralement à reconnaître que la prolifération d'arrangements commerciaux préférentiels et discriminatoires a marginalisé de plus en plus des pays comme Sri Lanka, en les mettant en position de faiblesse sur les marchés internationaux. Des réductions tarifaires sur une base NPF atténueraient ces effets néfastes et permettraient d'égaliser davantage les chances de pays comme Sri Lanka. Nous reconnaissons que la réduction et la simplification des structures tarifaires contribueraient à l'expansion des exportations, car les droits à l'importation sont en fait une taxe sur les exportations. Les négociations devraient avoir pour objectif global d'inciter les pays qui ont une structure tarifaire élevée à ramener leurs droits de douane à un niveau harmonisé plus bas. C'est pourquoi un accord sur une formule de réduction tarifaire non linéaire et une approche sectorielle en matière de réduction et d'élimination des droits de douane sont des éléments primordiaux pour concrétiser les ambitions du mandat de Doha.

À cet égard, il faudrait reconnaître les problèmes spécifiques auxquels se heurtent les pays qui ont abaissé leur tarif de manière autonome et qui ont besoin de maintenir un niveau minimum de droits pour alimenter leurs recettes fiscales. Dans le même temps, il ne faudrait pas pénaliser les pays qui ont ouvert leur marché en abaissant sensiblement, depuis le Cycle d'Uruguay, leurs taux appliqués, en leur demandant de consolider leur tarif à un niveau égal ou inférieur à ces taux. En outre, il faudrait reconnaître aussi dans un texte-cadre à convenir l'existence des droits élevés; il faudrait examiner les crêtes tarifaires et la progressivité des droits afin d'assurer l'accès aux marchés pour les produits dont l'exportation présente un intérêt pour les pays en développement.

Nous approuvons l'Annexe B, paragraphe 5, du projet de texte, selon lequel les participants pour lesquels la portée des consolidations pour les lignes tarifaires concernant les produits non agricoles est inférieure à 35 pour cent seraient exemptés des engagements de réduction tarifaire, en raison de la modestie de leurs taux appliqués, afin de répondre à leurs préoccupations concernant les revenus. Au lieu d'une réduction tarifaire, on attend de ces pays qu'ils consolident 100 pour cent des lignes tarifaires à un niveau moyen qui n'excède pas la moyenne globale des droits consolidés pour l'ensemble des pays en développement. Nous avons proposé que la portée des consolidations de ces pays soit aussi la moyenne pour l'ensemble des pays en développement. Cette proposition est objective et logique. Nous sommes convaincus qu'elle sera incorporée dans le cadre.

Services

Les services sont à nos yeux l'infrastructure de l'économie du XXI^e siècle et le préalable du développement économique. La libéralisation des services, notamment des services d'infrastructure, comme les télécommunications, l'énergie, les services portuaires et financiers, contribuerait de manière significative à renforcer l'efficacité économique en améliorant la compétitivité du secteur des marchandises. C'est dans cette perspective de développement, et avec l'ambition de faire de Sri Lanka une plaque tournante des services en Asie du Sud, que nous abordons les négociations sur les services.

Dans ce contexte, ma délégation tient à déclarer que, soucieux de démontrer notre attachement au Programme de Doha pour le développement et aux négociations sur les services, nous avons présenté nos offres initiales il y a trois semaines. Il reste beaucoup à faire et nous entendons aller beaucoup plus loin.

Nous attendons aussi des pays développés qu'ils prennent des engagements importants en matière d'accès aux marchés selon le mode 4, concernant le déplacement temporaire d'un pays à l'autre de personnes physiques – professionnels ou ouvriers qualifiés, par exemple. On a estimé que si les pays développés réduisaient les restrictions visant la main-d'œuvre qualifiée et non qualifiée dans une proportion correspondant à 3 pour cent seulement de leur population active, la progression du bien-être mondial serait une fois et demie supérieure à ce qu'elle pourrait être du seul fait de la libéralisation du commerce. L'élargissement de l'accès aux marchés selon le mode 4 conduira à une situation dont pays développés et pays en développement tireraient également profit.

Questions de Singapour

Les questions de Singapour – commerce et investissement, concurrence, transparence des marchés publics et facilitation des échanges – sont autant de points sur lesquels nous devons prendre d'importantes décisions à la présente réunion. Sur ce sujet, nous considérons et continuerons de considérer que chaque question devrait être traitée en fonction de ses caractéristiques propres. Nous notons avec intérêt que le projet de texte offre une alternative entre l'ouverture de négociations et la poursuite de la clarification des questions au sein de chacun des groupes de travail. Sri Lanka juge qu'un travail considérable a été accompli dans les domaines du commerce et de l'investissement, de la facilitation des échanges et de la transparence des marchés publics, qui ont un lien effectif avec la dimension développement et sont importants pour les pays en développement.

En ce qui concerne la facilitation des échanges, des études récentes ont montré que les mesures prises en ce sens pouvaient se traduire par des avantages économiques considérables, du fait que le dédouanement rapide des marchandises et la simplification des procédures amélioreraient sensiblement la compétitivité du secteur des marchandises. Un bon tiers des avantages potentiels de la libéralisation que j'ai mentionnés précédemment – de 210 à 670 milliards de dollars EU selon les estimations – serait imputable aux progrès de la facilitation des échanges.

De la même façon, la transparence des marchés publics conduirait à un environnement économique plus compétitif en même temps qu'elle contribuerait à une meilleure gouvernance.

De notre point de vue, il s'agit là de questions liées au développement. Nous estimons que le projet de texte pour Cancún offre une bonne base pour parvenir à un accord sur des modalités dans ces deux domaines.

Pour ce qui est de l'élaboration possible d'un accord multilatéral sur le commerce et l'investissement, le recours à une approche fondée sur des listes positives comme dans l'AGCS fournirait les marges de flexibilité nécessaires pour prendre en compte la dimension développement, en ceci que les pays en développement pourraient adopter des approches différenciées pour l'ouverture de tel ou tel secteur aux investisseurs étrangers. Sri Lanka, petit pays dont l'épargne intérieure est

insuffisante et le marché étroit, est fortement tributaire de l'investissement étranger pour atteindre ses objectifs de développement et est favorable à un accord multilatéral sur l'investissement. Les modalités proposées dans l'annexe portant sur cette question ont cependant besoin d'être améliorées et étoffées pour que nous soyons à même d'y souscrire.

L'interaction entre commerce et concurrence est une question complexe et ardue à propos de laquelle deux options sont avancées au paragraphe 14 du texte. De nombreux aspects envisagés dans les modalités proposées pour la négociation d'un accord multilatéral n'ont pas été suffisamment clarifiés. En outre, eu égard à la diversité des besoins des pays Membres, dont certains n'ont même pas de législation nationale en matière de concurrence, notre position est que nous pourrions souscrire à une option prévoyant un accord non contraignant. Cette option n'est pas envisagée dans le texte. Nous nous réservons donc le droit de soutenir l'option prévoyant une plus ample clarification des questions au sein du Groupe de travail.

Traitement spécial et différencié

Il a été décidé à Doha de passer en revue les dispositions des Accords de l'OMC relatives au traitement spécial et différencié dans le but de les rendre plus précises, plus efficaces et plus opérationnelles. Nous avons fait certains progrès dans cette voie avec l'adoption des 25 décisions reproduites à l'Annexe C du projet de texte. Toutefois, nous pensons en être arrivés à un point où il faut se demander si l'application d'une approche de type "unique" à la question du traitement spécial et différencié apporte encore une réponse à nombre des problèmes auxquels tous les pays en développement sont confrontés. Nous avons besoin d'examiner en profondeur le sens à donner à la notion de "traitement différencié" dans tous les domaines de négociation mentionnés dans le Programme de Doha pour le développement. Il nous faudrait en outre étudier comment cette notion pourrait s'appliquer à différents groupes de pays en développement, se trouvant à des niveaux de développement différents et aux prises avec des problèmes différents.

Petites économies

Parmi les questions de développement énumérées dans le programme de travail de Doha, celle concernant l'identification des problèmes liés au commerce rencontrés par les petites économies et la définition des réponses à y apporter demeure importante à nos yeux. Nous pensons que les travaux qui se poursuivront au Comité du commerce et du développement permettront de formuler des recommandations significatives pour la sixième session ministérielle.

Commerce électronique

Sri Lanka, qui a elle-même lancé un certain nombre de programmes en ce domaine, reconnaît les immenses avantages que le commerce électronique pourrait procurer aux pays en développement. Nous souhaitons donc que le programme de travail soit poursuivi et réaffirmons la nécessité de s'attaquer à la fracture numérique pour tirer parti des énormes avancées dans le domaine des technologies de l'information.

Questions concernant les produits de base

Nous notons avec plaisir que nous donnerons pour instruction au Comité du commerce et du développement de poursuivre ses travaux sur les baisses à long terme et sur les fortes fluctuations des prix des produits de base, dont sont tributaires de nombreux pays en développement.

Coopération technique et renforcement des capacités

Le thème de la coopération technique et du renforcement des capacités est sous-jacent à tous les éléments du Programme de Doha pour le développement. Nous sommes particulièrement sensibles au travail remarquable entrepris par le Directeur général depuis le lancement du Programme de Doha pour rendre effective la fourniture d'assistance technique. Nous soutenons la poursuite de programmes d'assistance technique fondés sur les demandes, qui non seulement conduisent à une meilleure compréhension des Accords de l'OMC, mais aussi renforcent les capacités d'analyse et de négociation des négociateurs des pays en développement pour leur permettre de participer activement au Cycle de Doha.

Accessions

Nous souhaitons une cordiale bienvenue au Cambodge et au Népal qui, au terme des négociations en vue de leur accession, entrent aujourd'hui dans la famille de l'OMC. C'est en fait un événement historique puisque le Cambodge et le Népal sont les deux seuls pays les moins avancés à devenir Membres de l'Organisation depuis sa création. Nous estimons que les négociations en vue de l'accession de 25 autres gouvernements qui sont en cours renforceront considérablement le système commercial multilatéral et permettront à l'OMC de devenir une organisation vraiment universelle.

En conclusion, qu'il me soit permis de souligner que Sri Lanka aborde cette Réunion ministérielle cruciale dans un esprit assez particulier. Nous sommes à un moment décisif et devant une occasion unique d'apporter la paix et la prospérité à nos peuples, dont beaucoup n'ont connu que la guerre et la pauvreté. Il ne saurait y avoir de plus grand enjeu.

Nous ne pouvons quitter Cancún sans avoir réussi. Ensemble, nous pouvons faire une avancée décisive.
